

Sommaire

Fonctionnaires

Une banque propose ses solutions

L'Inter - samedi 09 novembre 2019

Société

L'Arc remet un chèque de 442 millions de F Cfa au gouvernement

Fraternité Matin - samedi 09 novembre 2019

Politique

Les grandes décisions de Niamey

Fraternité Matin - samedi 09 novembre 2019

La Côte d'Ivoire et le Sénégal célèbrent leur coopération

Fraternité Matin - samedi 09 novembre 2019

Soro descend le pouvoir Ouattara et prédit des moments sombres

Soir Info - samedi 09 novembre 2019

Le Grand Centre peut-il échapper au Rhdp ?

Le Matin - samedi 09 novembre 2019

Conjoncture économique et sociale

Le vice-président lance les travaux lundi

Le Patriote - samedi 09 novembre 2019

Plaidoyer pour l'implication des femmes dans le développement local

Fraternité Matin - samedi 09 novembre 2019

Le Conseil du café-cacao installe 59 jeunes agriculteurs

Le Matin - samedi 09 novembre 2019

LUTTE CONTRE LE PHÉNOMÈNE DES MARGOUILLOTS / Une convention signée avec des fonctionnaires

Une banque propose ses solutions



Le Dg de Versus bank, à droite, et le président du Cifae, échangeant les parapheurs (Ph. I.B.)

Versus Bank veut contribuer au financement des projets des fonctionnaires et agents de l'État de Côte d'Ivoire. Cette initiative a été matérialisée, mardi 5 novembre 2019, par la signature d'un partenariat entre cette banque, représentée par son Directeur général, Gérôme Ehui et le président du Club d'investissement des fonctionnaires et agents de l'État [Cifae], Patrick Abé. « Nous sommes une banque dirigée fondamentalement vers les Petites et moyennes entreprises (Pme) mais on ne s'écarte pas des particuliers qui ont aussi des besoins de financement et donc quand on a des organisations qui permettent de sécuriser nos concours financiers, elles sont les bienvenues pour nous», a justifié le Dg, puis de fonder l'espoir que de telles initiatives mettent fin au phénomène des margouillats en Côte d'Ivoire « J'ai toujours combattu le phénomène des margouillats. La meilleure façon de le combattre, c'est de sensibiliser les fonctionnaires. Aujourd'hui, adhérer à des clubs d'investissement qui encadrent ses membres permet d'éviter ce problème. Parce que dans les clubs, lorsqu'il y a des problèmes de membres, ces derniers peuvent venir nous voir pour des aménagements», a-t-il dit. Gérôme Ehui a insisté sur le fait que le phénomène des margouillats est déplorable «parce que ça met nos frères et sœurs dans des conditions difficiles». Le partenariat scellé avec la Cifae, faut-il le noter, vise à accompagner les membres dudit club dans leurs besoins de financements, notamment le crédit à la consommation.

Indemnisation des victimes du déficit pluviométrique / Pour répondre aux impacts des événements climatiques extrêmes et des catastrophes naturelles, le gouvernement a décidé, en février, de souscrire auprès de la Mutuelle de l'Arc à deux polices d'assurance.

L'Arc remet un chèque de 442 millions de F Cfa au gouvernement



Le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly, recevant le chèque des mains du directeur général de l'Arc, Mohamed Beavogui,

institution.

DAVID YA

Le directeur général de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques (Arc), Mohamed Beavogui, a remis, hier, au ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly, un chèque de 738 835 dollars américains, soit environ 442 millions de F Cfa, au titre de l'indemnisation des victimes du déficit pluviométrique constaté dans le centre du pays, notamment dans la Vallée du Hambol, le Gbêkê, et la Marahoué. Le chèque remis au gouvernement et qui devrait bénéficier aux personnes impactées par le déficit pluviométrique constaté par les experts et techniciens de la Côte d'Ivoire, en juillet, fait suite à la souscription, en février, à deux polices d'assurance auprès de la Mutuelle de l'Arc, pour répondre aux impacts des événements climatiques extrêmes et des catastrophes naturelles. Selon une étude du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec), le changement climatique pourrait faire baisser le Pib de la Côte d'Ivoire de 2 à 4%, ce qui représenterait entre 380 et 770 milliards de F Cfa de pertes. «Le secteur agricole contribue, dans une forte proportion, à la croissance économique du pays, reste vulnérable aux aléas climatiques (...) La Côte d'Ivoire, en ratifiant le traité portant création de l'institution de la Mutuelle de l'Arc, affiche son ambition d'accompagner votre institution dans la lutte contre les risques liés aux changements climatiques», a indiqué le ministre Adama Coulibaly. Le directeur général de l'Arc s'est réjoui d'avoir pu apporter une assistance rapide à la Côte d'Ivoire. Il a remercié les autorités ivoiriennes pour avoir formulé officiellement l'intention d'abriter le siège de cette

Sommet extraordinaire de la Cedeao / Les dirigeants de la sous-région se sont retrouvés, hier, au Niger, pour plancher, en grande partie, sur la crise en Guinée-Bissau

Les grandes décisions de Niamey



Les Chefs d'État de la Cedeao engagés à trouver une issue favorable à la crise en Guinée-Bissau. (PH : DR)

Niamey, la capitale du Niger, sera-t-elle le point de départ de la normalisation de la vie en Guinée-Bissau engluée, une fois encore, dans une crise ? Hier, au Palais des congrès, les Chefs d'État et de gouvernement de la sous-région, dont le Président Alassane Ouattara, ont arrêté un certain nombre de mesures pour éviter à la Guinée-Bissau une guerre civile. Les leaders de la sous-région ont condamné les décisions du Président bissau-guinéen, Jose Mario Vaz, qui, contre toute attente, a pris un décret, le 28 octobre, pour limoger le Premier ministre Aristides Gomes et son gouvernement et nommer une nouvelle équipe gouvernementale. Pour les Chefs d'État et de gouvernement de la Cedeao, cela est contraire aux dispositions de la 55e session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement qui s'est tenue à Abuja, en juin. " La Conférence se félicite du bon déroulement des élections législatives du 10 mars, après plusieurs reports. Elle prend note de l'évaluation de la situation faite par le comité ministériel de haut niveau, à l'issue de sa visite à Bissau, le 19 juin, dans le but de mettre fin à l'impasse politique après ces législatives. La Conférence se félicite de la publication d'un décret par SEM. Jose Mario Vaz, Président de la République de Guinée-Bissau, fixant la date de l'élection présidentielle au 24 novembre. Elle salue également la promulgation d'un décret présidentiel portant nomination de M. Aristides Gomez comme Premier ministre. La Conférence appelle instamment à la mise en place d'un nouveau gouvernement, au plus tard, le 3 juillet. Au regard de la situation actuelle liée à l'expiration du mandat du Président de la République, le 23 juin, et à l'absence d'un gouvernement et sur la base du consensus auquel sont parvenus les acteurs politiques, les décisions ci-après ont été prises. Le Président procédera à la signature du décret

de nomination du gouvernement avant le 3 juillet, sur la base de la proposition faite par le Premier ministre. Le gouvernement s'engagera notamment dans la préparation de l'élection présidentielle du 24 novembre. Un nouveau procureur général sera nommé sur la base d'un consensus avant le 3 juillet. Le Président restera en fonction jusqu'à la prochaine élection présidentielle et la gestion des affaires gouvernementales sera entièrement conduite par le gouvernement nouvellement constitué, conformément à la Constitution de la Guinée-Bissau", peut-on lire dans le communiqué final de la rencontre de juin, à Abuja. À Niamey, les Chefs d'État et de gouvernement ont donc fait le constat que le Président Mario Jose Vaz ne s'est pas conformé à cette disposition. Ils ont exigé la démission immédiate du gouvernement de Faustin Imbali sous peine de sanctions individuelles. Ils ont demandé au président de la Commission de la Cedeao, Jean-Claude Kassi Brou, de dresser la liste des personnes qui entravent le processus électoral en cours afin qu'elles soient sanctionnées immédiatement. Ils ont réaffirmé leur soutien au Premier ministre de consensus, Aristides Gomes. Et ont aussi décidé de renforcer la mission de la Mission de la Cedeao en Guinée Bissau (Ecomib). Ils ont également instruit Jean Claude Brou de prendre toutes les dispositions utiles pour accompagner le processus électoral en cours en Guinée-Bissau. La date du 24 novembre retenue pour la présidentielle dans ce pays a été confirmée par la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de la Cedeao. Ils ont rappelé à Jose Mario Vaz qu'il est un Président par intérim et que toutes les décisions qu'il prend doivent être contresignées par le Premier ministre, conformément à la Constitution de son pays. Une mission composée des Présidents de la Côte d'Ivoire, du Nigeria, du Niger, du Ghana, de la Guinée et de la Gambie se rendra incessamment en Guinée-Bissau pour porter le message de la Cedeao. Un autre point s'est invité à cette rencontre extraordinaire, celui de la fermeture des frontières entre le Bénin et le Nigeria. Depuis le 20 août, le Nigeria a fermé sa frontière avec le Bénin. Une rencontre tripartite est prévue à ce sujet, le 14 novembre, entre ces deux pays et le Niger.

ÉTIENNE ABOUA

Fin de mission de l'ambassadeur sénégalais / Un dîner a été organisé en l'honneur de l'ambassadeur du Sénégal, en fin de mission en Côte d'Ivoire.

La Côte d'Ivoire et le Sénégal célèbrent leur coopération



Le diplomate Abdou Lahad Sourang (à gauche) a été honoré par la Côte d'Ivoire. (PH : SÉBASTIEN KOUASSI)

affirmé leur volonté d'aller loin dans les relations qu'entretiennent leurs nations. Le diplomate sénégalais a salué les belles performances économiques de la Côte d'Ivoire. Il a mis en exergue la coopération exemplaire que connaissent les deux pays, mise en route par les pères fondateurs de la Côte d'Ivoire et du Sénégal. Il a ajouté que les Présidents Alassane Ouattara et Macky Sall, « dignes héritiers des pères fondateurs », poursuivent aujourd'hui, « avec dextérité », leurs œuvres. L'ambassadeur du Sénégal était en fonction en Côte d'Ivoire depuis 2013. Avant, de 1987 à 1993, il a servi en qualité de secrétaire au sein de l'ambassade du Sénégal. Le diplomate part de la Côte d'Ivoire, en tant que commandeur de l'ordre national de la Côte d'Ivoire. Il a été décoré dans cet insigne au cours du dîner en son honneur.

MARCEL APPENA

Un dîner a été organisé en l'honneur de l'ambassadeur du Sénégal, en fin de mission en Côte d'Ivoire. Cette cérémonie qui a eu lieu dans la soirée du jeudi 7 novembre, au sein du ministère des Affaires étrangères, a été l'occasion pour les deux pays de montrer que leurs relations sont au beau fixe. « Votre mission en Côte d'Ivoire, vous l'avez accomplie avec beaucoup de succès », a d'emblée félicité le ministre Amon Tanoh. « Vous avez affiché votre ambition de mettre à profit votre séjour en Côte d'Ivoire pour développer et raffermir davantage les relations fraternelles entre nos deux pays », a ajouté le chef de la diplomatie ivoirienne, avec à l'appui des exemples au niveau social, politique et économique. « Votre action sur le terrain a largement consolidé l'intégration de la forte communauté sénégalaise établie ici depuis des décennies », a affirmé le ministre Amon Tanoh, qui a salué le fait que le diplomate sénégalais n'ait managé aucun efforts pour aller à la rencontre de ses compatriotes sur le terrain. Il a salué la parfaite harmonie qui règne entre les peuples frères du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. Le ministre est en outre revenu sur les différentes visites que les deux Chefs d'État ont effectuées au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Pour le ministre Amon Tanoh, au cours de ces visites, le diplomate Abdou Lahad Sourang a eu à jouer un rôle prépondérant. Il a fait savoir qu'à ces occasions, les deux dirigeants ont



A LONDRES, HIER : LIBERTÉ D'EXPRESSION, ÉCONOMIE, DÉMOCRATIE, TAUX DE SUICIDE... / « Le pays se porterait comme un Charme... Tout simplement un fake». « Mais la lumière finit toujours par vaincre les ténèbres»

Soro descend le pouvoir Ouattara et prédit des moments sombres



Guillaume Soro s'est exprimé devant de la Chatham house, vendredi. (Ph.DR)

Arrivé à Londres, au Royaume-Uni, Guillaume Kigbafori Soro a été reçu, vendredi 8 novembre 2019, à la Chatham House. Il a dépeint un sombre tableau de la situation sociale, économique et politique de la Côte d'Ivoire, sous la gestion du président Alassane Ouattara, sollicitant l'aide de ce think tank pour qu'il y ait « une véritable élection présidentielle ».

Mesdames et messieurs, La démocratie est en danger en Côte d'Ivoire. Il y a un story-telling répandu par le régime de M. Alassane Ouattara au pouvoir en Côte d'Ivoire, selon lequel notre pays se porterait comme un charme. C'est tout simplement un fake ! Il est temps de sortir du voile de cette propagande. Cette vitrine flatteuse entretenue par les agences de communications financées dans les médias internationaux par le gouvernement de M. Ouattara se heurte en effet à la dure réalité de l'échec indiscutable de sa politique socio-économique : Lisons ce que disent la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International: la croissance ivoirienne est en baisse continue depuis 2016, elle est ainsi passée de 9% en 2016 à bientôt 6% en 2020 ; le taux de pauvreté des Ivoiriens est de plus de 48%, selon les mêmes institutions, soit près de la moitié des 25 millions 823 mille ivoiriens recensés en 2019 ; le PNUD classe mon pays, selon l'IDH, à la 170^e place, parmi les plus faibles sur 189 pays, en matière de développement humain ; la Banque Africaine de Développement (BAD) basée en Côte d'Ivoire a estimé, en 2018, le taux de chômage des Ivoiriens entre 70 et 90% de la population en âge de travailler ; la perception de la corruption a gravement augmenté dans le pays, selon le rapport 2019 de Transparency International ; la Cour des Comptes,

institution officielle de Côte d'Ivoire, vient d'épingler courageusement la mauvaise gouvernance du régime Ouattara, en dévoilant un déficit budgétaire injustifié de plus de 103 milliards de Francs CFA, etc. Voilà quelques chiffres qui prouvent à suffisance que mon pays bien-aimé, la Côte d'Ivoire, va mal, et même très mal, n'en déplaise aux agences de lobbying et de communication. A présent, jouons à un jeu de devinette! Permettez-moi de vous poser quelques questions pour un champion à propos de mon pays.

1- Le saviez-vous ? Quel est le plus grand pays d'Afrique francophone dans lequel la liberté d'expression n'existe pas et qui ne possède aucun média audiovisuel privé ? C'est la Côte d'Ivoire.

2- Le saviez-vous ? Quel est le pays africain où le taux de suicide de la population est le plus élevé et le 5^{ème} pays au plus fort taux de suicide au monde selon l'Organisation Mondiale de la Santé, OMS, dans un rapport publié en septembre 2019 ? C'est la Côte d'Ivoire.

3- Le saviez-vous ? Dans quel pays africain le Président de la République a nié pendant longtemps l'existence de prisonniers politiques, avant d'en libérer tout d'un coup plus de 1000 par ordonnance d'amnistie le 6 août 2018, tout en laissant d'autres centaines de prisonniers dans ses cachots ? C'est la Côte d'Ivoire.

4- Le saviez-vous, dans quel pays d'Afrique francophone il y a des pratiques de parti-Etat où tout haut cadre de l'administration qui n'est pas membre du parti au pouvoir est viré de son poste, et dans quel pays limoge-t-on à outrance tout cadre important de l'administration qui adhère à un parti d'opposition ? C'est la Côte d'Ivoire.

5- Le saviez-vous ? Dans quel pays africain un député a-t-il été jeté en prison pour avoir publié un tweet ? C'est en Côte d'Ivoire.

6- Le saviez-vous ? Dans quel pays d'Afrique francophone la presse du pouvoir n'hésite pas à porter contre l'opposition des accusations délirantes de jihadisme sans le moindre début d'une preuve ?

Contrôle absolu de la Cei

Oui, Mesdames et Messieurs de la Chatham House, Mon pays, la Côte d'Ivoire, risque, à nouveau, de brûler : des militants de l'opposition y sont régulièrement menacés, bastonnés, kidnappés, arbitrairement emprisonnés, et même parfois assassinés, tel le jeune Noël Soro Kognon, tué le 7 juillet 2018 à Korhogo par des militants du parti de M. Ouattara pour avoir participé à une simple réunion associative, ou le jeune Coulibaly Lanciné, tué par les partisans de M. Ouattara le 14 octobre 2018 à Abobo ; les principaux syndicats de magistrats et d'avocats de Côte d'Ivoire se sont publiquement plaints des immixtions illégales et illégitimes du pouvoir Ouattara dans le fonctionnement de la justice ; les organisations de la société civile et les partis politiques de l'opposition y sont régulièrement traqués, harcelés, privés de leurs droits constitutionnels, empêchés de se réunir, mis à l'index dans l'opinion, menacés de représailles diverses, les leaders de l'opposition, tel moi-même, sont régulièrement menacés de coups et blessures, d'emprisonnements arbitraires, de procès en sorcellerie, et même d'assassinat par les officines et militants stipendiés du pouvoir Ouattara ! Derrière la vitrine Ouattara, voilà ce qu'est devenue la Côte d'Ivoire. Vous avez bien entendu. Je ne parle pas de la Gambie de Yahya Jammeh mais de la Côte d'Ivoire.

Oui, mon pays, la Côte d'Ivoire, risque, à nouveau, de brûler parce que le Président Ouattara, au mépris de l'histoire institutionnelle de notre nation, a décidé de s'octroyer le contrôle absolu de la Commission Electorale, dans laquelle il a essentiellement et unilatéralement nommé des membres et des obligés de son parti et de son régime ! Faisant fi d'une condamnation de la Cour Africaine des droits de l'Homme et des Peuples en date du 18 novembre 2016, le régime Ouattara force, en effet, tête baissée vers une énorme mascarade électorale en 2020, en piétinant les principes d'équité, de transparence, de confiance et de compétence qui doivent présider à toute organisation électorale dans nos jeunes démocraties.

Mon pays risque, à nouveau, de brûler – et ne me dites pas que je n'ai pas tiré la sonnette d'alarme à temps-, parce que le Conseil Constitutionnel, l'institution supposée énoncer le droit en dernière instance en Côte d'Ivoire, est, de nouveau, confisquée par le pouvoir Ouattara et à ses ordres exclusifs. Mon peuple manque ainsi du recours et du secours pourtant indispensables d'une justice indépendante et rigoureuse. Bien sûr, pour masquer toute cette dérive dictatoriale, M. Ouattara finance à coups de millions d'euros des cabinets de lobbying qui polissent son image. Mais la lumière finit toujours par vaincre les ténèbres.

Oui, Mesdames et Messieurs les membres de la Chatham House, Mon pays risque, à nouveau, de brûler parce si nous invitons Sherlock Holmes en Côte d'Ivoire, il nous indiquera les criminels dont les déclarations avouent clairement leurs crimes. Écoutez bien le Directeur Exécutif du RHDP, le parti au pouvoir de Ouattara, qui a affirmé, le lundi 28 octobre 2019, lors d'une conférence publique à Abidjan que son parti disposait de 3 millions 700 mille militants enregistrés et futurs électeurs ! Du jamais vu dans l'Histoire politique en Afrique et dans le monde, pour un pays de 25 millions d'habitants ! En effet, si l'on se souvient que l'actuelle liste électorale de Côte d'Ivoire compte environ 6 millions d'électeurs inscrits, M. Bictogo, au nom du Président de son parti, Alassane Ouattara, nous a annoncés, ni plus ni moins que la victoire assurée de leur candidat avec 62,5% des voix dès le 1er tour de l'élection de 2020 ! Le parti travailliste britannique, avec ses un peu

plus de 500 000 adhérents pour près 66 millions d'habitants ou le parti conservateur avec ses 160 000 adhérents, auraient donc tout à apprendre du parti de M. Ouattara, tout comme la République en Marche de M. Macron en France, qui ne dépasse que difficilement la barre des 400 000 adhérents, pour près de 68 millions d'habitants ! En vérité, nous assistons à l'organisation d'une vaste opération de tricherie en Côte d'Ivoire ! Jamais, au grand jamais un parti politique n'a dépassé la barre des 500 000 adhérents effectifs et non forcés en Afrique francophone !

Eviter la tragédie

En réalité, de toutes mes forces, avec mon mouvement Générations et Peuples Solidaires et nos alliés, je me bats pour que mon pays ne replonge pas dans la tragédie !

Et je suis venu vous parler afin d'en appeler à chacune et chacun d'entre vous, car vous êtes issus d'une Grande Nation spirituelle, qui connaît les souffrances du Pauvre, de la Veuve, de l'Orphelin et de l'Etranger ! Voilà pourquoi je suis candidat à l'élection présidentielle 2020 en Côte d'Ivoire :

- Parce que j'aime mon pays et que j'ai perçu son attente de réconciliation, de justice et de prospérité partagée pour tous ses ressortissants ;
- Parce que je ne puis me résoudre à voir la moitié de mes compatriotes croupissant dans la misère, alors que les gouvernants osent présenter notre pays comme un miracle des dieux ;
- Parce que le combat que j'ai engagé depuis mon adolescence, avec mes compagnons de lutte, pour la justice, l'Etat de droit, le pluralisme politique et la démocratie réelle en Côte d'Ivoire mérite d'être poursuivi et consolidé par l'instauration d'institutions véritablement justes et efficaces ;
- Parce que je crois au génie des jeunes, des cadres, des femmes, des paysans, des ouvriers, des hommes d'affaires, des intellectuels en tous domaines, des ingénieurs, des amis de la Côte d'Ivoire et parce que je pense qu'un cadre assaini, une proactivité redoublée peuvent placer ce pays au pinacle des succès ;
- Je suis candidat à l'élection présidentielle de 2020 pour mettre fin aux pressions migratoires sauvages qui partent chaque année de mon pays, la Côte d'Ivoire, pour trouver des solutions originales au fléau du chômage, pour stopper la dévastation écologique en cours dans mon pays, pour moderniser notre système éducatif et professionnel, pour transformer l'agriculture ivoirienne en un secteur optimalement performant, pour aider à l'émergence des champions économiques ivoiriens et de multinationales ivoiriennes à travers l'Afrique et le monde, pour héberger dans mon pays les capitaux les plus innovants et y enraciner une économie vivante de la connaissance ; Oui, je suis candidat à l'élection présidentielle de 2020 en Côte d'Ivoire parce que je crois que mon pays mérite de tourner la page critique et agitée des héritiers et opposants de l'ordre politique ancien, qui a fait son temps, et parce que je sais que l'heure de faire la politique autrement, en impliquant activement le peuple des citoyens, a sonné !

Mesdames et messieurs, En cette Chatham House, je suis venu vous demander de prendre une part active dans la

sauvegarde de la paix dans mon pays. Je suis venu vous demander d'aider mon pays à s'enraciner dans la démocratie et le respect de la souveraineté du Peuple, au lieu d'assister passivement à sa descente aux abîmes de la dictature qui s'y aggrave chaque jour.

Une élection présidentielle aussi cruciale que celle de 2020, ne peut pas se dérouler sous la confiscation de l'institution électorale et de l'institution judiciaire par l'actuel Président de la République, M. Alassane Ouattara !

Rendez-vous compte que même le Président Laurent Gbagbo, ancien Chef de l'Etat ivoirien, actuellement en procès à la Cour Pénale Internationale à La Haye, avait accepté une Commission Electorale Indépendante consensuelle, dirigée par un opposant à son régime !

Rendez-vous compte que c'est tout le modèle électoral ivoirien conçu, soutenu, subventionné avec l'appui de la Communauté Internationale qui est aujourd'hui en péril ! N'est-il pas impératif de ne pas laisser détruire un modèle de certification électorale qui a coûté des millions d'euros aux contribuables de vos pays d'Europe et du Royaume-Uni ? La Commission Electorale actuelle va brûler la Côte d'Ivoire et tous ceux qui, de près ou de loin, auront cautionné par leur inaction un tel forfait porteront la terrible responsabilité du sang, de la sueur et des larmes des populations de mon pays ! Ne soyons pas des médecins après la mort, encore moins des pompiers pyromanes. Défendons la démocratie, soutenons un processus démocratique équitable, sauvons ensemble l'avenir du Peuple ivoirien !

Pour qu'il y ait une véritable élection présidentielle dans mon pays, la Côte d'Ivoire, il faut, de toute urgence, retirer le contrôle absolu du processus électoral des mains du Président Ouattara et de l'actuelle Commission Electorale soumise à ses ordres.

Avec votre soutien, cet objectif est atteignable. Notre Peuple, notre mouvement Générations et Peuples Solidaires, l'ensemble des Forces de l'Opposition Politique Ivoirienne et moi-même, espérons pouvoir compter, dès ce jour, sur votre engagement actif pour la sauvegarde de la stabilité, de la paix, de la justice, de la prospérité et de l'espérance en Côte d'Ivoire !

Vive l'amitié des Peuples.

Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie.

Après le Guémon, le Tonkpi et le Cavally

Le Grand Centre peut-il échapper au Rhdp ?

● Le Grand Centre peut-il encore échapper au RHDP ?

La vraie bataille pour les élections générales de 2020, c'est la bataille de terrain. Sur ce chapitre, le rhdp est avancé sur ses adversaires. Les faits sont là pour en témoigner. Les régions du Guémon, du Tonkpi et du Cavally sont généralement et traditionnellement, considérées comme des régions proches de Laurent Gbagbo. C'était une réalité, il y a plus de huit [08] ans. Après les récentes visites du Premier Amadou Gon Coulibaly dans ces régions, il est difficile de tenir encore ce discours. Car, les populations, qui attendaient depuis bien longtemps cette visite, ont démontré par leur mobilisation, leur attachement aux actions du Président de la République et du rhdp. De réels problèmes de voirie, d'adduction en eau potable, d'électrification ont trouvé des solutions idoines à la grande satisfaction de ces populations. Il ne faut pas perdre de vue que bien avant l'arrivée du chef du gouvernement dans cette zone du pays, les élus locaux, dont, notamment Mabri Toikeusse et Anne Désirée Ouloto, accompagnés de plusieurs autres cadres, avaient déjà facilité le travail du rhdp sur le terrain. Ces populations ne se sont donc pas laissées entraîner dans des considérations politiciennes. L'Ouest du pays est à reconstruire après toutes ces années de crise. Et les populations ont vaillamment saisi la main tendue du chef de l'Etat, à travers la visite du Premier ministre Gon Coulibaly, pour les sortir de la léthargie. Le Président Alassane Ouattara, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly et le gouvernement ivoirien ne font pas de tri. Toutes les régions doivent bénéficier des actions de développement sous la gouvernance. Sous la houlette du chef de l'Etat, il y a aujourd'hui une grande mutation sociopolitique dans tout le pays. Des bastions entiers tombent dans l'escarcelle du rhdp. Le cas de la région du N'zi est emblématique. Certes, Alassane Ouattara est de Dimbokro, puisqu'il y est né, mais cette région, on le sait, est traditionnellement pro-Pdci et donc proche du Président Henri Konan Bédié. Pour autant, cette donne ne semble plus tenir la route. Car, quand on a été témoin de ce qui s'est passé dans la région du N'zi du 25 au 28 septembre 2019, l'on est en mesure de dire que les trois départements de cette région (Dimbokro, Bocanda et Kouassi-Kouassikro) ont basculé au rhdp. Lors de la visite d'Etat qu'Alassane Ouattara y a effectuée, de Kouassi-Kouassikro à Dimbokro en passant par Bocanda, ce sont des milliers d'Ivoiriens vivant dans cette région qui sont

sorties pour accueillir Alassane Ouattara. Ces populations avaient toutes une seule parole à la bouche : "Ouattara est notre messie". Mieux, les différents maires, députés et le président du Conseil régional sont tous des militants du rhdp. Un pied de nez fait à Henri Konan Bédié, qui a perdu la main sur cette région. L'emblématique mobilisation au stade Kone Samba Ambroise, le samedi 28 septembre 2019, est le témoignage vivant de cette razzia effectuée par le rhdp dans la cour du Pdci-Rda. Progressivement donc le "v Baoulé", le Grand Centre est en train d'échapper à Bédié et au rhdp. Par ailleurs, dans le Bélier tout comme dans le Gbêkê, tous que le Pdci-Rda compta comme cadres importants, avant un poids politique susceptible de faire gagner une élection, ont tous viré au rhdp. Didiévi avec Jeannot Ahoussou-Kouadio, Tiebissou avec le maire N'Dri Germain, Toumodi avec la ministre Raymonde Goudou-Coffie, et bien d'autres cadres qui ont tourné le dos au Pdci. Dans la Marouhé, sont positionnés Charles Koffi Diby et Epiphane Zoro Bi Ballo. Dans le Gbêkê, les ministres Jean-Claude Kouassi, Sidi Tiémoko Touré, Amadou Koné et les autres cadres comme Jean Kouassi Habonouan, constituent des figures qui comptent et sur lesquelles les populations comptent. Avec toutes ces grandes figures de la politique ivoirienne, comment le Grand Centre peut-il échapper au rhdp ? A la vérité, le pays Baoulé, traditionnel électoral du Pdci-Rda, est en train lui d'échapper. Et le meeting du 07 décembre prochain dans le District de Yamoussoukro, sur les terres du père fondateur de la Côte d'Ivoire, va démontrer que le peuple Baoulé a fait son choix. Le choix du rassemblement, de la cohésion et de la paix si chers à Félix Houphouët-Boigny. Et ce choix n'est rien d'autre que le rhdp qui continue l'œuvre de construction et de développement de la Côte d'Ivoire.

JEAN-PHILIPPE OKANN

GRAND-BASSAM / OUVERTURE DE L'EMBOUCHURE DU FLEUVE COMOÉ

Le vice-président lance les travaux lundi



Bonne nouvelle pour les Bassamois. Sauf changement de dernière minute, le vice-président de la République, Daniel Kablan Duncan, procédera ce lundi 11 novembre 2019, au lancement des travaux de l'ouverture de l'embouchure du fleuve Comoé. Situé à Grand-Bassam, l'exutoire naturel du fleuve le plus long de la Côte d'Ivoire, se trouve aujourd'hui bouché par une importante quantité de sédiments charriée le long du littoral. Selon les experts, le rétablissement de l'exutoire naturel du fleuve Comoé en mer est la solution qui limitera les risques de crue et améliorera la qualité des ressources écologiques. Mais aussi des activités économiques, notamment la pêche. Il va également permettre d'améliorer le renouvellement des eaux de la lagune Ebrié en favorisant l'échange entre la mer et la lagune ; d'évacuer les eaux et les apports du Comoé vers la mer lors des crues protégeant ainsi la ville historique classée au patrimoine mondial de l'UNESCO. En plus du vice-président de la République, le chef du gouvernement Amadou Gon Coulibaly est annoncé à la cérémonie.

D. M



Collectivités territoriales / Anne-Désirée Ouloto a plaidé pour la cause des femmes.

Plaidoyer pour l'implication des femmes dans le développement local

Anne-Désirée Ouloto a plaidé pour la cause des femmes. Ministre de l'Assainissement et de la Salubrité, elle a profité, jeudi, de l'ouverture officielle de la première édition du Salon des collectivités territoriales, pour inviter les autorités ivoiriennes à donner plus de places aux femmes dans la gestion de ces entités locales. « À l'heure de l'émergence de la Côte d'Ivoire, l'équité entre les hommes et les femmes, conformément à leurs droits fondamentaux, doit demeurer au cœur des préoccupations de celles et ceux qui aspirent à la transformation de notre pays (...) Je parle au nom des femmes députés, des femmes maires et sénateurs, afin de rappeler à la conscience collective que c'est ensemble, homme et femme, que nous devons œuvrer à l'accélération du développement local », a-telle appelé. Seule femme présidente de conseil régional en Côte d'Ivoire, Anne-Désirée Ouloto a déclaré que les femmes sont en droit de s'interroger sur la place qui leur est réservée au plan local et régional. Mieux, pour elle, celles-ci doivent prendre conscience de leur capacité à gérer, au même titre que les hommes, l'économie nationale, à planifier et à élaborer le développement. Anne-Désirée Ouloto s'est dit donc convaincue que le défi du développement passe par l'implication des femmes.



Projets jeunes / Le conseil Café Cacao rend effectif son projet "jeunes". La délégation régionale de cette structure a installé 59 jeunes agriculteurs à Gagnoa, Oumé et Sinfra.

Le Conseil du café-cacao installe 59 jeunes agriculteurs

Le conseil Café Cacao rend effectif son projet "jeunes". La délégation régionale de cette structure a installé 59 jeunes agriculteurs à Gagnoa, Oumé et Sinfra. Considérées comme les trois grandes zones productrices de Cacao. Lors du lancement de la campagne tenue à Oumé, le délégué régional du conseil Café Cacao, Yaya Kangouté a souligné que ces jeunes planteurs ont réalisé des plantations dont 21 ha sont en production. Selon lui, le démarrage de ce projet novateur vise à installer de jeunes planteurs dans les départements de Gagnoa, Oumé et Sinfra dont l'âge varie de 18 à 40 ans dans la cacaoculture. Pour en bénéficier, il suffit d'avoir une parcelle d'au moins de deux hectares qui ne fait pas l'objet d'un conflit. L'objectif étant d'assurer la relève des actuels producteurs qui sont, pour la plupart, d'un certain âge, « Ce projet tient à cœur au Conseil café-cacao. Vous savez que notre pays est le premier producteur mondial. Ceux qui l'ont hissé à ce rang, sont aujourd'hui vieux or, il nous faut maintenir le cap. C'est pourquoi, le Conseil du café-cacao de Gagnoa a initié ce projet qui permettra d'amener les jeunes à aimer l'agriculture et assurer la relève. La durabilité du cacao sera assurée aussi bien par les plantations que par les hommes», a fait savoir le responsable régional du Conseil Café Cacao. «Pour accompagner ce projet entièrement financé par le Conseil du café-cacao, d'autres activités génératrices de revenus seront menées,» a fait savoir Kangouté Yaya, précisant qu'à terme, ce sont 1000 jeunes qui seront installés dans les 13 délégations régionales.

K BEBEY